PROVINCE DE QUÉBEC
Ville de Rosemère

Une séance extraordinaire du conseil des commissaires de la Commission scolaire Sir-Wilfrid-Laurier est tenue dans la salle du conseil du centre administratif, 235, montée Lesage, Rosemère (Québec), et par visioconférence le mercredi 12 juin 2024 à 18:30.

Personnes présentes : Paolo Galati, président; et Russell Copeman, directeur général.

Personnes présentes par visioconférence : Bob Pellerin, commissaire et vice-président substitut; Anick Brunet, Vincent Cammisano, James Di Sano, Stéphane Henley et Désirée Ramacieri, commissaires; Tara Anderson et Elena Ferrato, commissaires-parents.

Autres personnes présentes : Roma Medwid, directrice générale adjointe par intérim; Giovanna Ortona, secrétaire générale et directrice du Service des affaires juridiques, corporatives et des communications par intérim; et Robin Bennett, directeur du Service des ressources informationnelles.

Autres personnes présentes par visioconférence : Lynda DaSilveira, directrice des Services pédagogiques; Daniel Harvey, directeur du Service des ressources financières; Anne-Marie Lavoie, directrice du Service des ressources humaines; et Jocelyne Thompson-Ness, agente d'administration.

Personnes absentes : Melissa Wall, commissaire et vice-présidente; et Donna Anber et Barbara Barrasso, commissaires.

Personnes invitées : D^e Myrna Lashley

Le président ouvre la séance et vérifie le quorum auprès de la secrétaire générale et directrice du Service des affaires juridiques, corporatives et des communications par intérim.

La secrétaire générale et directrice du Service des affaires juridiques, corporatives et des communications par intérim constate le quorum et confirme que toutes les obligations légales pour la présente séance ont été respectées.

HEURE : 18:02

1.0 Ouverture de la séance

1.1 Reconnaissance du territoire

J'aimerais rendre hommage à l'existence des Premières Nations en reconnaissant que la Commission scolaire Sir-Wilfrid-Laurier se trouve sur le territoire traditionnel de la Nation kaniien'keha:ka ou Nation mohawk.

Aussi connue comme les « gardiens de la porte de l'Est », la Nation mohawk est membre de la Confédération haudenosaunee, qui comprend également les peuples seneca, cayuga, tuscarora, onondaga et oneida.

Dans un esprit de vérité, de réconciliation et de collaboration, nous honorons notre relation avec les communautés autochtones et respectons l'histoire, la culture et les langues des premiers peuples du Canada.

2.0 Adoption de l'ordre du jour

Adoption de l'ordre du jour

CC-240612-CA-0122

IL EST PROPOSÉ PAR la commissaire-parent Elena Ferrato que l'ordre du jour de la séance extraordinaire du conseil des commissaires de la Commission scolaire Sir-Wilfrid-Laurier tenue le 12 juin 2024 contenu au document n° CC-SWLSB-2024/12/0612-CA-001 soit adopté sans modification.

Adoptée à l'unanimité

3.0 Présentation du rapport sur l'équité, la diversité et l'inclusion de la Commission scolaire Sir-Wilfrid-Laurier

Le président souhaite la bienvenue à D^r Myrna Lashley à la séance, soulignant que c'est un honneur qu'elle soit présente ce soir.

La directrice des Services pédagogiques fournit des renseignements généraux sur l'expérience de D^r Lashley, faisant remarquer qu'elle travaille sur ce projet pour la commission scolaire depuis deux ans et demi. D^r Lashley a mené de nombreux travaux dans le domaine de l'EDI et a écrit deux manuels de formation.

Dans le cadre du projet d'EDI, la commission scolaire s'est engagée à réaliser une analyse de l'environnement (l'analyse) afin d'obtenir les témoignages des élèves, parents, membres du personnel et autres parties prenantes à propos de leur expérience en ce qui concerne l'EDI. D^r Lashley a travaillé avec D^r Geneviève Légaré, conseillère pédagogique, et Geoffrey Hipps, ancien directeur des Services pédagogiques, pour faire le point sur les résultats de l'analyse aux fins du rapport présenté ce soir.

D^r Lashley remercie tout le monde de l'avoir invitée à la séance de ce soir et exprime sa reconnaissance à D^r Légaré et M. Hipps pour leur aide, car les données utilisées pour ce rapport n'auraient pas été disponibles, n'eût été tout leur travail.

Elle poursuit en présentant le rapport, soulignant qu'après quelques renseignements généraux, la présentation de ce soir portera sur la section 9 du rapport, c'est-à-dire la conclusion :

- Nous avons utilisé une approche qualitative, car il s'agissait de la seule manière de recueillir l'information requise;
- Dans le cadre de l'analyse, nous avons obtenu 3 076 réponses provenant de 302 employés, 621 parents et 2 553 élèves;
- Nous avons analysé 92 280 points de données, c'est-à-dire trois groupes de dix questions chacun, le tout multiplié par le nombre de participantes et de participants. Nous avons examiné les points de données, créé des thèmes, puis procédé à un examen approfondi des données au sein des groupes au moyen d'un processus fondé sur des recherches;
- Les écoles et les personnes ne sont pas identifiées dans l'analyse;
- Nous avons examiné les facteurs théoriques qui influencent les gens, comme l'identité, le respect, les alliances (comment démarrer, comment atteindre et qui est responsable), la vérité et réconciliation, la résilience, le pipeline école-prison, la santé et l'exclusion, les structures familiales, la justice et l'équité, les rôles des écoles, du personnel enseignant et des autres éducatrices et éducateurs, et les capacités;
- L'analyse a été limitée en raison d'un problème informatique, qui, semble-t-il, n'a pas transmis les définitions aux parents et aux élèves. Le problème s'est avéré une bonne chose puisque cela a permis d'obtenir des renseignements depuis une autre perspective;
- Les résultats de l'analyse indiquaient que les gens veulent s'impliquer pour veiller à que ce l'EDI devienne une partie intégrante de la commission scolaire, et donc, le rapport devrait être publié en ligne;
- Certaines participantes et certains participants ont indiqué ne pas trop comprendre le but de l'analyse alors que d'autres ont donné des précisions sur la façon dont ils la perçoivent;
- L'analyse a relevé de sérieux problèmes qui ont été immédiatement transmis au directeur général;
- Les enfants n'ont pas besoin d'être protégés de l'EDI, car il s'agit d'un problème d'adultes;
- La perception que l'argument de division divise réellement les gens est fausse. L'argument de division doit être lu dans son ensemble;

- Certains élèves ont dit de terribles choses et donc, il est fortement recommandé que toutes les enseignantes et tous les enseignants lisent ce rapport;
- L'argument de division est présent depuis de nombreuses années et nous avons l'occasion de réduire cette division;
- Les élèves, parents, membres du personnel et parties prenantes doivent savoir que cette analyse n'avait pas pour but de rendre les gens mal à l'aise de leurs antécédents familiaux sur le plan des ancêtres, mais plutôt de faire remarquer que les problèmes liés à l'EDI sont systémiques dans le sens que leurs ancêtres et leurs descendantes et descendants peuvent avoir eu des avantages alors que d'autres personnes s'en trouvaient désavantagées;
- Chacune et chacun doit travailler ensemble pour éliminer les choses qui causent un préjudice et qui font en sorte que des personnes se sentent inférieures.

Dr Lashley poursuit en faisant les commentaires suivants :

- Il y a des recommandations dans chaque section de l'analyse;
- La création d'un groupe de travail est l'une des plus importantes conclusions tirées et ce groupe doit être concret, il ne doit pas être juste une façade. Le groupe doit être formé de gens qui souhaitent réellement changer le système;
- Il faudra réviser les politiques existantes, particulièrement la politique concernant la lutte contre l'intimidation et la violence;
- La résilience ne peut pas être mise en œuvre en vase clos; elle ne peut se produire qu'avec d'autres personnes autour;
- Des conversations doivent être tenues avec toutes les parties prenantes, car certains élèves subissent des préjudices douloureux et ce sont ces élèves que l'on pénalise plutôt que les élèves qui infligent les préjudices;
- Des stratégies doivent être élaborées pour la mise en œuvre de politiques et d'initiatives afin qu'il soit possible de mesurer les progrès de la commission scolaire, car tout doit être revu et mis à jour sur une base régulière afin que les choses qui ne fonctionnent pas puissent être examinées et corrigées;
- Le groupe de travail doit revoir les politiques et les procédures pour évaluer leur impact sur les élèves. Les politiques ont peut-être un sens pour les personnes qui les ont rédigées, mais elles doivent aussi avoir un sens pour les personnes qui sont touchées par ces politiques. La politique doit être réconfortante, et non pas inquiétante;
- Les commentaires reçus dans le cadre de l'analyse provenaient d'une communauté très diversifiée, ce qui était encore plus marqué dans les commentaires reçus de la part du groupe de formation générale des adultes et de formation professionnelle;
- Les résultats de l'analyse issus de tous les groupes indiquaient que la diversité fait quelque peu défaut au sein de la commission scolaire;
- On devrait demander à toutes les personnes dont la candidature est retenue par la commission scolaire de s'engager envers l'EDI;
- Les messages qui sont envoyés aux élèves sont très importants, car cela leur sert de guide sur la manière d'agir face au racisme, compte tenu de leur âge;
- Une formation sur la lutte contre le racisme doit être considérée d'un point de vue général, par la sensibilisation, et d'un point de vue spécifique, par la prise de conscience. La formation n'apportera aucun changement si les gens ne font pas d'efforts;
- Des méthodes permettant d'évaluer les pratiques de lutte contre racisme doivent être élaborées.

Pour finir, Dr Lashley précise qu'on doit reconnaître que le visage du Canada change, ce qui amplifie l'importance de l'EDI. Mettre en œuvre les recommandations contenues dans le rapport n'est pas un exercice passif; il faudra travailler fort, et le plus dur sera de travailler sur soi, car nous devons jeter notre regard vers l'intérieur.

D^r Lashley offrira de l'aide relativement au rapport, mais la commission scolaire et le groupe de travail doivent faire leur part, car en parler n'apportera aucun changement.

Le président remercie D^r Lashley pour sa présentation informative et indique qu'il a bien hâte de lire le rapport complet.

En réponse aux questions des personnes présentes, D^r Lashley répond ce qui suit :

- Il y a des personnes qui diront à leurs enfants qu'elles n'aiment pas ou ne soutiennent pas l'EDI, car elles ont peur de s'y ouvrir par crainte que ce soit utilisé pour causer du tort.
- Les gens doivent s'opposer à ce que l'on sait être moralement répréhensible.
- Les élèves entendent un discours négatif à la maison et reprennent ce même discours à l'école.
- La commission scolaire doit établir des balises claires en ce qui concerne les discours négatifs qui sont introduits à l'école, car la commission scolaire prépare les citoyens de demain, et cela fait donc partie de sa responsabilité civique.

Le commissaire-parent Stéphane Henley intègre la séance.

HEURE : 18:40

- Tout le monde doit se mettre dans la peau des autres pour comprendre l'EDI. Elle souligne que, outre elle-même, elle est certaine que bien des personnes ici présentes, ou leurs enfants, les membres de leur famille ou leurs amies et amis, ont déjà été victimes de racisme sous une forme ou une autre;
- On doit traiter les autres avec le même respect que nous souhaitons recevoir.

D^r Lashley réaffirme l'importance de publier le rapport, *From their voices... Report on the Environmental Scan on Equity, Diversity and Inclusion of the Sir Wilfrid Laurier School Board*, et le président lui assure que cela sera fait. Il indique aussi que des personnes de tous les milieux seront encouragées à se présenter comme candidates ou candidats dans le cadre des élections scolaires à venir.

La discussion se poursuit et D^r Lashley ajoute :

- Il faut cesser de dire aux élèves/enfants de prendre la voie noble, car la douleur subie est alors intériorisée et éventuellement, ces élèves/enfants se laisseront de cette façon de faire.
- Il existe de l'aide pour les femmes victimes d'abus, mais pas pour les enfants.
- Les personnes qui ont un grand sens civique doivent intervenir et signifier leur indignation.
- La commission scolaire doit faire le travail tout en se rappelant que ce travail ne vise pas à rendre les gens confortables, car les gens devraient se sentir inconfortables et être encouragés à trouver des manières de contribuer plutôt que d'essayer d'éviter l'inconfort lié au problème.
- D^r Lashley sera désormais disponible pour offrir son soutien.

Le directeur général souligne que, bien que le projet d'EDI ait débuté sous la gouverne de la directrice générale précédente, l'équipe des cadres supérieurs et lui-même sont profondément engagés à mener ce projet à terme. Les cadres supérieurs sont très favorables à la mise en œuvre des recommandations contenues dans le rapport de manière à concrétiser les démarches. De nombreuses questions inconfortables ont été soulevées dans le rapport et devront être abordées de front, alors que d'autres démarches devront être abandonnées, car elles n'ont pas donné de résultats pour cette commission scolaire. La commission scolaire est engagée à consentir de sérieux efforts au projet d'EDI.

Le président remercie D^r Lashley, au nom du conseil des commissaires, et exprime toute sa reconnaissance pour ses contributions au projet d'EDI.

D^r Lashley quitte la séance.

HEURE : 18:53

4.0 Période de questions

La secrétaire générale et directrice du Service des affaires juridiques, corporatives et des communications par intérim confirme qu'il n'y a aucune question, mais qu'il y avait un commentaire de la part du public visionnant la séance en ligne indiquant que tout le monde était impatient de voir la Commission scolaire Sir-Wilfrid-Laurier devenir un leader dans le domaine de l'EDI.

5.0 Clôture de la séance

IL EST PROPOSÉ PAR la commissaire Anick Brunet que la séance soit levée.

Adoptée à l'unanimité

HEURE : 18:55

PROCHAINE SÉANCE → ORDINAIRE → 26 juin 2024